

Maurizio Melani\*

*Les fragilités de l'État irakien et les conditions pour sa reconstruction  
dans les équilibres régionaux*

*1. Héritage colonial et pouvoir arabo-sunnite*

La répartition des territoires du Moyen-Orient de l'Empire ottoman, agréée par les puissances coloniales après la Première Guerre mondiale, était une division artificielle qui répondait aux intérêts et aux rapports de force entre ces mêmes puissances et à la capacité de certains États de la région, notamment la nouvelle Turquie et l'Iran, de faire valoir leurs raisons.

C'est ainsi qu'après l'accord de San Remo en 1920, dans lequel était confirmée l'acceptation de la part de la France, à certaines conditions, du fait accompli réalisé par le Royaume-Uni sur le terrain qui ne correspondait pas aux accords Sykes-Picot, les configurations territoriales des États actuels du Levant et de la Mésopotamie ont été celles définies par le Traité de Lausanne en 1923 et par la décision de la Société des Nations en 1925 sur le sort du territoire de Mossoul, qui avaient limité les pertes de la Turquie à la suite de la résistance armée de ce pays aux décisions que les puissances occidentales voulaient lui imposer. La Turquie a donc pu récupérer la pleine souveraineté sur toute l'Asie mineure, tandis que l'État kurde, prévu par le Traité de Sèvres, n'a pas vu le jour.

La toile de fond était constituée par l'augmentation de l'importance stratégique et économique du Moyen-Orient liée à la deuxième phase de la révolution industrielle basée sur le moteur à combustion interne, sur la pétrochimie et sur la motorisation de masse qui s'annonçait déjà aux États-Unis et, par conséquent, sur une demande massive d'hydrocarbures

---

\* Professeur d'histoire des relations internationales à la Link Campus University (Rome), ancien Directeur général au Ministère des Affaires étrangères d'Italie et ancien Ambassadeur italien en Irak, au Comité Politique et de Sécurité de l'Union européenne et en Éthiopie.

et, en premier lieu, de pétrole.

En Arabie saoudite, premier détenteur des réserves de pétrole dans la région, s'installaient des compagnies américaines, tandis que des compagnies britanniques étaient présentes en Iran, ainsi qu'en Irak. Dans ce dernier pays, le Royaume-Uni avait consenti des participations à la Compagnie Française des Pétroles, en compensation de l'occupation britannique du vilayet de Mossoul et de ses zones pétrolières, ainsi qu'à l'italienne Agip qui céda par la suite ses droits aux Britanniques au moment de la guerre en Éthiopie, en échange d'une exclusion du pétrole des sanctions imposées par la Société des Nations. La configuration donnée à ce nouvel État par le Royaume-Uni, contestée dès le début par les Kurdes et les chiïtes, était basée sur le rôle prédominant des Arabes sunnites.

Cette situation s'est consolidée après l'indépendance et la Seconde Guerre mondiale et après les événements qui ont suivi la révolution de 1958 conduite par des officiers d'inspiration nassérienne, à laquelle avaient participé aussi les mouvements kurdes et les communistes dont la base était très largement chiïte, mais qui ont abouti, quelques années après, à la prise de pouvoir des baathistes et, finalement, en leur sein, de Saddam Hussein. Les baathistes ont intensifié la répression contre ces deux groupes et contre les mouvements chiïtes. Mais cet état des choses a été renversé après l'intervention américaine en Irak en 2003.

## *2. Les chiïtes et les Kurdes après l'intervention américaine*

Les partis chiïtes, en alliance avec les Kurdes, ont pris le contrôle d'un État qui devait être en reconstruction, avec l'appui convergent, mais compétitif, des Américains et de leurs alliés d'un côté et des Iraniens de l'autre. Ces derniers suivaient une double stratégie: soutien aux partis chiïtes dans le gouvernement et, en même temps, grâce à diverses milices, pressions sur ces partis pour influencer leurs décisions et sur les forces de la coalition dirigée par les États-Unis pour augmenter le coût de l'occupation et les dissuader d'effectuer des interventions militaires ultérieures dans la région.

La décision de l'administration Bush d'éliminer totalement les anciennes structures étatiques dans le domaine de la sécurité et, partiellement, dans d'autres secteurs ont amené une bonne partie des Arabes sunnites, restés sans emploi et sans rôle, à s'engager dans la lutte armée dont la direction fut prise par les baathistes et par Al Qaïda en Irak.

Ce n'est que tardivement que les Américains ont fait le choix de mener, avec des actions concrètes, une politique de récupération des Arabes sunnites

où, au moins, d'une partie d'entre eux, notamment des tribus de la province d'Al Anbar, pour combattre Al Qaïda. Mais les résistances du Premier ministre Maliki, d'un côté, et des pays sunnites avec, en premier lieu, l'Arabie saoudite, de l'autre, n'ont pas favorisé la stabilisation du pays: Maliki, en empêchant l'inclusion nécessaire des sunnites et en ayant recours à une répression injustifiée de dirigeants sunnites, et les Saoudiens en soutenant des forces djihadistes et en développant une forte hostilité envers le gouvernement de Bagdad.

En même temps se sont accentuées les tensions entre le gouvernement central et la Région autonome kurde autour de la gestion des ressources et de la sécurité, ainsi que du contrôle de territoires ayant des populations mixtes à l'ouest et au sud des frontières régionales provisoirement reconnues.

Dans ce contexte s'est inséré Daech, issu d'Al Qaïda en Irak, qui a profité de la situation en Syrie et de la désaffection d'une large partie des Arabes sunnites envers le gouvernement de Bagdad, alimentée par les abus de l'appareil administratif et sécuritaire de ce dernier, pour s'installer dans les régions à majorité sunnite entre les deux pays en effaçant ainsi, de fait, la frontière mise en place après le Traité de Lausanne.

Il est évident que, pour battre cette entité et pour envisager des perspectives de paix et de stabilisation dans ce pays, il faut un cadre politique dans lequel les Arabes sunnites se sentent pleinement et authentiquement représentés au niveau central, dans la gestion de la sécurité, et au niveau local. Mais pour que cela se réalise, il faut aussi, comme pour la Syrie, les collaborations convergentes des pays de la région.

### *3. La déliquescence de l'État*

Les deux principaux États nés du partage colonial des territoires de l'Empire ottoman du Levant et de la Mésopotamie entre le Royaume-Uni et la France sont, plus ou moins, dans un état de déliquescence. Mais cela ne veut pas dire que l'État, en tant que tel et dans les configurations territoriales établies, ait fait définitivement faillite dans la région, malgré ce que suggèrent les événements qui ont bouleversé au moins cinq pays membres de la Ligue arabe: la Somalie qui, en dépit de son homogénéité ethnique et religieuse, a été le premier exemple de dissolution d'un État après la fin de la guerre froide; l'Irak, après la déstructuration déterminée par l'intervention américaine des institutions d'un régime qui avait exacerbé les fragilités originelles et les divisions du pays; la Syrie, où les révoltes dans le sillage des Printemps arabes et les interférences extérieures ont fait voler en éclat les équilibres de pouvoir entre les différentes composantes

du pays; la Libye, où le despotisme de Kadhafi prétendait, depuis des décennies, être un système de pouvoir direct par les masses qui dépassait l'État traditionnel, mais reposait, en réalité, sur des équilibres tribaux que l'intervention extérieure a détruits sans être en mesure de contribuer à des perspectives de recomposition des intérêts et d'institutions viables; et, enfin, le Yémen où les conditions d'incapacité de contrôle du territoire de la part de l'État ont, là aussi, une longue histoire.

Pour ce qui concerne l'Irak, l'aliénation des populations chiïtes et kurdes par rapport à l'État né du mandat britannique, dans lequel avaient été largement confirmés les équilibres déjà en place sous la domination ottomane et fondés sur les Arabes sunnites, a changé après la chute de Saddam Hussein. Les Kurdes ont obtenu une très large autonomie dans la gestion économique et sécuritaire de leur territoire, tout en ayant une position de premier plan dans le gouvernement fédéral. Les partis chiïtes ont acquis une position dominante. Mais les politiques des Américains dans la première phase de l'occupation, ainsi que le sectarisme du gouvernement Maliki, surtout au cours de son deuxième mandat, ont suscité l'aliénation des Arabes sunnites, qui a augmenté à partir de 2012, créant les conditions qui ont déterminé, avec les événements en Syrie, l'établissement de Daech.

La majorité des Arabes sunnites refuse Daech, mais ne veut pas accepter la domination chiïte, la marginalisation et les excès qui lui ont été imposés après 2003 et qui se sont reproduits dans les années suivantes. Elle demande un État et des structures politiques dans lesquels elle puisse effectivement trouver sa place, tout en devant renoncer à la revanche impossible de revenir à une domination totale du pays dont rêvent certains. Les Kurdes, au-delà des positions divergentes au sein de leur leadership, ont été, de leur côté, les promoteurs du cadre fédéral du nouvel État irakien et ont fait le choix de développer leurs institutions et leur gouvernance dans le cadre de l'Irak, en sachant bien quelles sont les limites que le contexte géopolitique régional leur impose et qu'ils ne doivent pas dépasser. Avec la prise de Kirkouk et l'accord sur le pétrole avec le gouvernement fédéral, qui doit être toutefois ratifié par le parlement irakien, le gouvernement régional kurde réalise pratiquement ses objectifs envers Bagdad, mais il lui reste à rendre définitive et stable cette situation dans un cadre pacifique qui ne soit pas constamment menacé. Le pragmatisme de ses dirigeants, dont les priorités, après des décennies de soumission, sont le développement économique et sa gestion, maintenant gravement menacés par l'offensive de Daech, l'amène à ne pas risquer de tout perdre à nouveau face aux lignes rouges de la Turquie, avec laquelle il a établi de forts liens économiques et politiques, et de l'Iran.

Il reste à savoir si les Arabes irakiens, chiïtes et sunnites, accepteront définitivement l'entente sur une nouvelle législation pétrolière, qui présente des difficultés dans sa mise en œuvre, et le fait accompli de l'annexion au Kurdistan de Kirkouk et d'autres zones disputées, qui devront avoir toutefois un statut spécial pour garantir les droits de leurs minorités arabes, turkmènes, chrétiennes et autres. Ces facteurs, ainsi que les possibilités d'inclusion effective des Arabes sunnites contre lesquels ont eu lieu les exactions perpétrées par les milices chiïtes dans les territoires reconquis sur Daech, vont conditionner les perspectives d'une reconstruction viable de l'État irakien.

Dans les différentes composantes de la population irakienne, l'orientation majoritaire est en faveur du maintien d'un État qui reconnaisse leurs droits respectifs et dans lequel puisse finalement s'affermir une citoyenneté partagée. Les manifestations qui ont eu lieu dans les derniers mois de 2015 à Bagdad, dans le sud du pays et ailleurs, malgré les ambiguïtés dans les participations et les mots d'ordre, avec des convergences nationalistes de sunnites et de chiïtes surtout sadristes, semblent aller dans cette direction. Pour les Arabes sunnites de l'Irak et de la Syrie, une alternative pourrait être la constitution d'un État à eux sur les territoires des deux pays qui correspondraient en grande partie à ceux occupés actuellement par Daech. Il s'agirait d'une perspective que le nettoyage ethnique et religieux en cours pourrait faciliter, mais qui devrait toutefois faire face au refus des autres groupes du pays et aux intérêts des autres États de la région et au-delà.

Toute perspective de stabilisation, quelle que soit sa configuration, dépend en effet largement de ce dernier facteur, dont les acteurs sont essentiellement la Turquie et l'Iran, des États anciens, solides sur le plan institutionnel, et puissants en termes démographiques, économiques et militaires, ainsi que l'Arabie saoudite, en raison de sa force financière dont la croissance commence toutefois à montrer des limites, de son rôle au niveau global dans la production d'énergie, de l'usage de son idéologie wahhabite et de ses connections tribales. Un rôle important est exercé aussi par les autres pays du Golfe, avec leurs intérêts en partie convergents et en partie divergents.

#### *4. Le facteur islamiste et le rôle des pays de la région*

Parmi les développements qui ont contribué à entraver la consolidation des États nés dans la région après la Première Guerre mondiale, il y a la croissance des mouvements islamistes qui contestaient ces États et leur

sécularisme et qui ont reçu des soutiens de l'Arabie saoudite et, dans une certaine mesure, jusqu'à la fin de la guerre froide, des États-Unis.

Les soutiens de provenance saoudienne visaient à la propagation de l'idéologie wahhabite et à l'affaiblissement des régimes républicains, nationalistes et socialistes du monde arabe, d'origine militaire et/ou baathiste, souvent soutenus par l'Union soviétique. Les politiques de centralisation du pouvoir pratiquées par ces régimes aliénaient des secteurs de plus en plus importants des populations. Surtout après la révolution iranienne, les soutiens saoudiens et d'autres monarchies du Golfe visaient aussi à alimenter et à renforcer une identité religieuse sunnite face au réveil chiite qui montait en puissance après cette révolution.

Parmi ces monarchies sont politiquement proches de l'Arabie saoudite le Bahreïn et le Koweït (ce dernier sur des positions plus nuancées), soucieux des revendications de leurs populations chiites (qui sont majoritaires au Bahreïn) derrière lesquelles elles voient l'influence de l'Iran, qui a d'ailleurs des revendications territoriales sur le Bahreïn.

Les Émirats arabes unis sont substantiellement alignés sur Riyad. Mais leurs choix en matière d'internationalisation, d'ouverture et de diversification de leur économie, avec un accent particulier dans les secteurs du commerce, de la finance, des services, des transports et du tourisme, et moins de l'industrie liée aux hydrocarbures, les amènent à être plus intéressés par les processus de stabilisation, bien qu'il y ait des tendances à l'intérieur de leurs groupes dirigeants à consentir des soutiens aux forces djihadistes.

Les Émirats ont un contentieux territorial avec l'Iran sur des îles à l'embouchure du détroit d'Ormuz par lequel transite la plus grande partie des hydrocarbures exportés du Moyen-Orient. Leur occupation par l'Iran depuis 1975 est contestée par le Conseil de coopération du Golfe et par la Ligue arabe. Mais ceci n'empêche pas Abou Dhabi et Dubaï d'avoir de profitables rapports d'affaires avec Téhéran.

Le sultanat d'Oman, dont la consistance étatique est bien plus ancienne et solide que celle des autres États arabes de la région, joue un rôle toléré de dialogue avec l'Iran que les États-Unis n'ont pas entravé et dont ils se sont à plusieurs reprises servis. Le sultanat est aussi engagé dans une médiation entre l'Iran et les Émirats pour la solution de leur dispute sur les îles contestées.

Sur des positions différentes par rapport aux autres se trouve le Qatar, premier exportateur au monde de gaz naturel liquéfié, qui a fait le choix de s'aligner sur la Turquie dans le soutien aux Frères musulmans dans toute la région et, en particulier, en Égypte, en Libye, en Syrie et en Palestine. Grâce à ses importantes capacités financières qui soutiennent

son influence politique, économique, militaire, culturelle et dans le secteur de l'information (à travers la chaîne TV Al Jazeera), le Qatar est devenu, malgré ses dimensions réduites, un acteur visible et actif sur l'échiquier stratégique régional.

L'Arabie saoudite et ses alliés se sont engagés contre les Frères musulmans parce qu'ils y voient un danger pour leur stabilité intérieure et ont soutenu des groupes plus radicaux pour les contrer et les discréditer, en appuyant en même temps l'action répressive du nouveau gouvernement égyptien. Cependant, après la succession au trône du roi Abdallah au roi Salman, une tentative de regrouper contre l'Iran les forces sunnites, y compris la Turquie, le Qatar et même les Frères musulmans, a pris forme.

La Turquie et l'Iran devraient avoir, de leur côté, intérêt à une stabilisation qui entraînerait un retour à une pleine disponibilité des ressources en hydrocarbures de l'Irak et de l'Iran même. Il s'agit d'intérêts économiques et de l'ambition de ces pays à jouer un rôle de premier plan dans l'acheminement de ces ressources en direction de l'Europe et de l'Asie avec les avantages politiques qui y sont liés.

Une stabilisation de l'Irak implique toutefois que l'Iran s'engage dans une action visant à encourager l'inclusion des composantes arabes sunnites dans le gouvernement effectif du pays aux niveaux fédéral, local et de la gestion de la sécurité. Pour détruire Daech, l'action militaire est nécessaire, mais il faut aussi l'isoler avec le plein consentement des populations chez qui le soi-disant État islamique a trouvé des soutiens à cause du sectarisme du gouvernement de Bagdad. Depuis 2014, le Premier ministre Al Abadi essaie de surmonter ce sectarisme, avec beaucoup de difficultés à cause aussi de l'action de milices chiïtes soutenues activement sur le terrain par des forces iraniennes qui n'ont pas empêché les brutalités et les massacres qui ont frappé des civils arabes sunnites accusés de collaboration ou de complicité avec l'ennemi. Il est nécessaire que, dans ce but, l'Iran agisse avec perspicacité pour réduire des méfiances séculaires et éviter une escalade de la violence.

Un soutien analogue à des solutions inclusives pourrait se dessiner en Syrie où la Russie et l'Iran, après l'accord de Vienne sur la question nucléaire et parallèlement à l'intensification de leur soutien à l'armée syrienne, ont montré en direction des Américains, des Européens et des Turcs une disponibilité à négocier, mais à partir d'une position de force, un compromis à propos d'un rôle transitoire de Bachar al Assad.

Une attitude similaire est attendue de la part de l'Iran pour le Liban, où les leviers dont dispose Téhéran sont bien connus, ainsi que pour le Yémen.

### *5. Équilibres et alliances après l'accord de Vienne avec l'Iran*

Les pays de l'Union européenne et ceux d'Asie et, en premier lieu, la Chine, l'Inde et le Japon, ainsi que l'administration américaine, malgré la forte réduction de la dépendance énergétique des États-Unis vis-à-vis du Moyen-Orient, partagent cet intérêt à la stabilisation et au retour de l'Iran et de l'Irak à un rôle de partenaires économiques dans les domaines de l'énergie, de la reconstruction et des infrastructures. Mais l'Arabie saoudite et d'autres monarchies du Golfe, ainsi que, pour certains aspects, la Russie qui, en ce moment, considère toutefois comme prioritaire la lutte contre les djihadistes et dessine sa politique de retour massif dans la région autour de cet objectif stratégique, ont ou peuvent avoir des intérêts différents par rapport à la récupération de ce rôle de la part de Téhéran et de Bagdad et aux effets qui en découleraient sur le poids politique, et militaire surtout, de l'Iran dans la région et au-delà. Il s'agit d'une perspective qui effraie les pays sunnites voisins.

L'accord de Vienne sur la limitation des capacités nucléaires iraniennes et ses conséquences politiques et économiques, ainsi que les rapprochements amorcés à un certain moment entre la Turquie et l'Iran, pourraient aller dans le sens d'un équilibre des puissances souhaité par l'administration américaine actuelle dans la perspective de favoriser la stabilisation et la reconstruction de la région.

Ce ne sera pas un chemin facile. Le gouvernement israélien menace de tout faire pour faire capoter l'accord bien que cette position ne fasse pas l'unanimité des principales forces politiques et des milieux militaires et sécuritaires du pays. En demandant et en obtenant de Moscou l'assurance que l'augmentation de la présence militaire de la Russie en Syrie ne va pas renforcer le Hezbollah, Israël semble toutefois accepter la nouvelle situation déterminée par l'accord de Vienne pourvu que certaines conditions concernant sa sécurité soient respectées. De son côté, la monarchie saoudienne n'a pas caché son mécontentement; cependant, dans les déclarations publiques, elle s'est jusqu'à maintenant limitée à affirmer sa volonté de se doter d'un armement nucléaire, si jamais l'Iran allait finalement construire sa propre bombe et, à l'occasion de la récente visite du roi Salman à Washington, à considérer positivement l'accord s'il empêche effectivement l'acquisition de l'armement nucléaire par Téhéran. Ce qui semble donner au moins le bénéfice du doute à l'efficacité de l'accord. Mais nous savons que le royaume wahhabite a beaucoup de moyens pour empêcher la stabilisation de l'Irak et que la coalition «contre le terrorisme» constituée en décembre 2015 à Riyad pour qu'il y ait une participation



de tous les pays sunnites vise aussi l'Iran et les mouvements soutenus par ce dernier.

Une conséquence de l'accord a été que la Turquie, après des mois d'ambiguïté et de tolérance vis-à-vis des djihadistes, y compris ceux de l'État islamique, et des attentats meurtriers contre des organisations kurdes en territoire turc, a changé d'attitude dans le cadre de la lutte contre Daech en participant aux frappes aériennes contre l'État islamique et en autorisant l'utilisation de la base d'Incirlik par les forces de la coalition. Ceci pour ne pas laisser à l'Iran seul la tâche d'une participation effective aux opérations militaires en convergence, de fait, avec les Occidentaux et avec le risque, après l'accord de Vienne, d'une soudure plus marquée entre ces derniers et Téhéran et d'un isolement d'Ankara qui a insisté pour une action plus efficace contre le régime d'Assad. Ankara veut négocier à partir d'une position renforcée une éventuelle solution de compromis sur une transition en Syrie.

En même temps, le président Erdoğan a saisi l'occasion pour lancer parallèlement un assaut contre les forces du PKK et une répression accrue en Turquie même contre le parti de gauche à majorité kurde HDP (Parti démocratique des Peuples), dans le but de récupérer, sur une base nationaliste, les pertes subies sur le plan électoral qui avaient empêché son parti d'avoir la majorité au Parlement et bloqué ses projets de réforme constitutionnelle pour l'instauration d'un système présidentiel. Dans les élections de décembre 2015, la crainte de l'instabilité a récompensé cette politique. Erdoğan a ainsi mis fin au dialogue entamé avec le leader kurde emprisonné Abdullah Öcalan, qui s'est trouvé dépassé par les forces les plus radicales de son mouvement.

Malgré les contradictions qui existent entre le PKK et le gouvernement régional du Kurdistan irakien et, en particulier, avec le président Barzani, ce développement pourrait avoir des conséquences sur les rapports étroits établis ces dernières années entre Ankara et Erbil et, aussi, comme on le voit déjà, entre les forces kurdes d'Irak. Il s'agit d'une variable qui pourrait avoir des conséquences non négligeables sur l'équation stratégique de la région.

Une autre conséquence de l'accord sur les capacités nucléaires iraniennes semble être une ouverture égyptienne en direction de l'Iran, en parallèle avec la consolidation des relations de l'Égypte avec la Russie, pour établir une collaboration contre les forces djihadistes. Et ceci aussi après que le roi Salman d'Arabie saoudite ait manifesté vouloir entamer de nouveaux rapports avec la Turquie et le Qatar et, même, une nouvelle attitude envers les Frères musulmans pour regrouper les forces sunnites face à l'Iran et aux mouvements chiïtes.

En Iran, le Guide suprême, sous la pression de l'effet des sanctions, a accepté que l'accord soit finalement conclu. Mais, en même temps, face à l'enthousiasme populaire avec lequel celui-ci a été accueilli et aux attentes, non seulement de progrès économique, mais aussi d'ouverture dans tous les domaines, il n'atténue pas sa rhétorique anti-américaine, probablement à usage interne, en considération du fait qu'il y a dans le pays des oppositions à une entente avec les Occidentaux liées non seulement à des rigidités idéologiques, mais aussi à des positions de pouvoir et d'enrichissement économique qui découlent, dans certains secteurs, du régime des sanctions.

Il y aurait par ailleurs très probablement des retombées négatives sur la mise en œuvre de l'entente si, malgré la séparation que toutes les parties ont voulu marquer entre l'accord sur le nucléaire et les questions régionales, l'Iran ne montrait pas une coopération dans le domaine de la gestion des crises et, au contraire, les exacerbait malgré la convergence de fait sur le plan strictement militaire qui s'est développée contre Daech. Comme nous l'avons déjà vu, une action militaire encore plus forte ne serait pas suffisante pour garantir l'élimination de ce dernier pour laquelle un engagement politique en mesure de rassurer les populations arabes sunnites est indispensable.

C'est dans ce contexte que la Russie a renforcé son soutien militaire à Bachar al Assad pour combattre les djihadistes et d'autres opposants, en vue également d'un compromis éventuel pour une transition qui devrait de toutes façons lui garantir une présence navale et aérienne en Méditerranée dans les ports de Tartous et Lattaquié. Elle a, en outre, proposé la mise en place d'un groupe de contact pour une coalition renouvelée et plus déterminée contre Daech avec la participation de l'Iran, de la Turquie, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, de la Russie, des États-Unis et des Européens, qui ont toutefois des vues différentes à propos du rôle de Bachar al Assad dans une transition dont devront être définies les étapes et les modalités.

## *6. Les guerres parallèles*

Dans la situation actuelle, les acteurs locaux, régionaux et extérieurs profitent en réalité de la lutte contre Daech pour mener leurs propres guerres. Les alliances et les coalitions théoriquement constituées contre le même ennemi n'ont jusqu'à présent frappé Daech que marginalement. Pour certains, Daech est une excuse pour combattre d'autres ennemis. Pour d'autres, ce qu'il faudrait faire après la défaite de Daech, dans un cadre d'équilibres régionaux profondément bouleversés, n'est pas clair. Ce

qui produit, après les traumatismes de l'Irak et de la Lybie et sans une évaluation fiable des conséquences possibles, un défaut de détermination à investir ressources, troupes et crédibilité politique.

Le gouvernement français a décidé de manifester à son opinion publique, au moment d'importantes élections régionales fin 2016 et dans la perspective de la course pour la présidence de la République en 2017, une forte réaction après le massacre du 13 novembre. Ses bombes, avec celles des Américains et d'autres, frappent Daech, ou tout au moins le territoire occupé par Daech. Malgré toutes les attentions déployées, les victimes civiles de ces actions sont pratiquement inévitables, ainsi que leurs conséquences négatives sur les plans politique et militaire. La participation britannique à ces bombardements aux côtés de la France rappelle au Moyen-Orient un anniversaire, 100 ans après le partage de l'Empire ottoman et 60 ans après l'opération à Suez. La coopération annoncée entre la Russie et la France trouve une limite dans le fait que, pour Moscou, maintenir Assad, ou une alternative utile pour la Russie en Syrie, sont aussi importants que combattre Daech, étant donné que, pour Poutine, les préoccupations majeures semblent être en ce moment les aspirations réelles ou présumées d'Erdoğan à redessiner à l'avantage de la Turquie le cadre territorial du Moyen-Orient et à réaliser une recombinaison des régions turcophones de l'Asie centrale sous le contrôle d'Ankara. Les rapports entre la Turquie et la Russie, malgré les brillantes perspectives de leurs relations économiques, se déclinent en effet, désormais, surtout en termes de démonstrations de force, comme l'a illustré la perte d'un avion russe à la frontière turco-syrienne et les réactions qui ont suivi. La reprise, en avril 2016, des hostilités dans le Nagorno-Karabakh, où la Russie est alliée de l'Arménie, tandis que la Turquie soutient l'Azerbaïdjan, a introduit un élément supplémentaire de tension entre les deux pays.

Pour priver Daech de sa base territoriale, les attaques aériennes ne sont pas suffisantes. Il faut aussi des forces sur le terrain. Une intervention occidentale comme celle en Irak n'est pas envisageable et risquerait de coaliser une grande partie du monde musulman contre ceux qui la conduiraient. Des forces régionales sont nécessaires. Mais la complexité de la situation rend cet objectif très difficile. À la demande du gouvernement irakien et du gouvernement autonome kurde d'Irak, l'Italie et l'Allemagne, avec une stricte interprétation du droit international et de leurs dispositions constitutionnelles, entraînent et soutiennent, directement avec les États-Unis et d'autres, l'armée irakienne et ceux qui, dans le Nord de l'Irak, se battent contre Daech. L'Italie a aussi manifesté sa disponibilité à envoyer un contingent pour protéger la réhabilitation du barrage hydro-électrique

de Mossoul. Les deux pays évitent ainsi d'être entraînés dans le dilemme syrien de la lutte parallèle contre Daech et contre Assad ou du choix en faveur de ce dernier.

Depuis que les milices chiites soutenues par l'Iran ont mis en sécurité la province multiethnique et multiconfessionnelle de Dyala, ainsi que la route en direction de Bagdad, l'attention a tourné autour de la reprise de Mossoul. La solution idéale serait qu'elle soit réalisée par une coalition formée de l'armée irakienne reconstituée, de peshmergas kurdes, de milices arabo-sunnites et d'autres groupes qui reflètent la complexité ethnique et religieuse de ce territoire, soutenue par les Occidentaux, la Turquie et les États arabo-sunnites, ainsi que par l'Iran en évitant toutefois, comme dans le cas de la reprise de Ramadi, une présence directe de ce dernier dans des zones sunnites. Et ceci, dans le cadre d'une composition agréée de leurs différents intérêts. Mais on est très loin de cela. Chacun suit son agenda et n'est pas prêt aux compromis nécessaires pour mettre en œuvre une action coordonnée et convergente.

### *7. La complexité de la question kurde*

La Turquie a consolidé ses relations avec le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak et, en particulier, avec son président Massoud Barzani. Elle achète son pétrole bien que l'accord entre Erbil et Bagdad sur la gestion et les implications financières des hydrocarbures et de leurs exportations ne soit pas encore approuvé par le parlement irakien. Elle entraîne des peshmergas et des milices turkmènes et arabo-sunnites près de Mossoul en dehors du territoire reconnu de la Région kurde et sans le consentement de Bagdad et y a renforcé sa présence militaire. Ce dernier développement a été l'objet de fortes protestations du gouvernement irakien. Et l'appui fourni à ce dernier par le président de la République, le Kurde Fouad Masoum, montre les divisions qui se reproduisent entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dont sont membres le président Masoum et son prédécesseur Jalal Talabani. Les deux factions kurdes, qui s'étaient combattues pendant des décennies malgré plusieurs accords de paix, étaient parvenues à une entente sur le partage du pouvoir dans la Région autonome et sur la participation au futur gouvernement irakien grâce à une médiation américaine avant l'invasion de l'Irak en 2003. Bien qu'elles aient gouverné ensemble, chacune d'entre elles a maintenu le contrôle de ses zones respectives, quoique formellement unifiées, ses peshmergas et

ses services de sécurité. Les relations établies entre la Turquie et le PDK et les relations difficiles entre ce dernier et le PKK, bien que le dialogue entre Erdoğan et le leader emprisonné Öcalan avant les derniers développements ait été favorisé par Barzani, sont aussi liées à celles entre l'UPK, Bagdad et Téhéran.

Dans ce contexte, la prise de Kirkouk par les peshmergas kurdes face à l'avancée de Daech, qui a fait surgir des soupçons de connivences avec des secteurs du renseignement turc, a contribué à la méfiance envers Barzani de la part des Irakiens arabes (sunnites et chiïtes), du gouvernement de Bagdad et, malgré leur hostilité envers ce dernier, des autres États arabes. En outre, bien que Kirkouk ait été prise par des peshmergas liés au PDK et à l'UPK, le contrôle de la ville et des gisements pétroliers qui l'entourent pourraient introduire un facteur ultérieur de tension entre les deux factions.

L'occupation kurde de Kirkouk semble être tolérée par la Turquie qui, auparavant, s'était toujours opposée à une telle hypothèse. Et il y a le soupçon qu'entre Erdoğan et Barzani, il puisse y avoir une entente explicite ou tacite aux termes de laquelle, dans la perspective d'un réajustement de la configuration territoriale ou des zones d'influence en Mésopotamie, la Turquie pourrait assumer un contrôle de fait de Mossoul, tandis que Kirkouk resterait dans les mains d'un gouvernement allié kurdo-irakien. Au-delà de l'inévitable reconnaissance officielle de l'intégrité territoriale de l'Irak dès que le Traité de Lausanne en 1923 et la décision de la Société des Nations qui l'a suivie en 1925 ont tracé les frontières septentrionales du mandat britannique, en Turquie il y a toujours eu un intérêt particulier pour cette ville et pour son territoire. Dans les circonstances actuelles, en utilisant la population turkmène et l'acquiescement des Kurdes de Barzani satisfaits d'avoir Kirkouk, la question pourrait être de nouveau dans l'agenda d'Ankara. Mais comment réagiraient le reste des Irakiens, de toutes ethnies et confessions, les pays arabes, l'Iran et la Russie face à une telle extension de l'influence de la Turquie et de son contrôle sur les ressources en hydrocarbures dans le Nord de l'Irak?

L'Irak et la Russie ont saisi le Conseil de sécurité des Nations Unies au sujet de la présence militaire non voulue de troupes turques en territoire irakien. Et les États-Unis ne sont pas davantage à l'aise avec les initiatives turques. Mais la cohésion nécessaire de l'Alliance atlantique les amène, comme d'autres, à ne pas prendre des distances trop marquées, surtout au moment des violations répétées des souverainetés territoriales de la part de la Russie. Les pressions de Washington ont toutefois amené la Turquie à annoncer le retrait de ses troupes du sol irakien.

### 8. *Des signaux positifs à consolider?*

Dans cette situation de plus en plus complexe, il y a toutefois des signaux qui semblent positifs. Les États-Unis et la Russie ont trouvé au Conseil de sécurité un accord sur un texte visant à bloquer les sources de financement de Daech. La question, difficile à gérer, a été soulevée avec force par la Russie au sommet du G20 à Antalya. Elle concerne le pétrole produit dans les territoires contrôlés par Daech et vendu non seulement en Turquie, mais aussi au régime d'Assad qui pourrait, par ailleurs, avoir facilement le carburant dont il a besoin de la Russie sans devoir l'acheter de celui qui est officiellement son ennemi. Mais il est clair qu'il y a des intérêts de tous genres impliqués dans ces trafics. La question concerne aussi le commerce de vestiges archéologiques pillés, dans lequel des marchands et des collectionneurs de plusieurs pays sont également impliqués. Elle concerne, enfin, des opérations financières à travers des canaux directs ou indirects, ainsi que des procédés de blanchement de l'argent partout dans le monde, même dans des pays qui sont en train de bombarder Daech. Il s'agit de mesures qui ne sont pas faciles à réaliser. En outre, selon Amnesty International, beaucoup d'armes fournies à l'armée irakienne et, même aux peshmergas, seraient maintenant dans les mains de Daech.

Une volonté de coopérer entre les États-Unis et la Russie, nécessaire pour toute perspective de règlement du conflit, s'est manifestée après plusieurs rencontres entre le secrétaire d'État Kerry et le ministre des Affaires étrangères Lavrov. Ils se sont mis d'accord sur une résolution du Conseil de sécurité en soutien aux efforts des Nations Unies pour un cessez-le-feu et une négociation entre les parties, à l'exception de Daech et de Jabhat al Nusra, dans le but d'enclencher un processus de transition en Syrie. Mais des incidents involontaires, même au niveau verbal, ou des tensions sur d'autres fronts pourraient avoir des conséquences très négatives sur la confiance réciproque qui est nécessaire. L'annonce de la Russie, à la fin du mois de mars, d'un retrait partiel de ses troupes, mais aussi le maintien de son soutien aérien et d'autres formes d'assistance militaire, semblent faciliter les perspectives d'une solution négociée et constituent un signal à Bachar al Assad dans cette direction. La reprise du site archéologique de Palmyre a marqué un succès en termes d'image pour la Russie, qu'elle ne manquera pas de capitaliser en faveur aussi de la position du régime dans la négociation.

De nombreux groupes de l'opposition syrienne, à l'exclusion d'Al Qaïda, d'Al Nusra et de Daech, mais comprenant des groupes extrémistes salafistes et wahhabites, ont été réunis à Riyad pour trouver une position

commune dans la lutte contre «le terrorisme» et dans les négociations qui s'annoncent. Les mouvements kurdes et leurs alliés arabes et chrétiens ont été exclus, essentiellement pour satisfaire la Turquie. Traiter avec le rassemblement constitué à Riyad et y inclure d'autres groupes appuyés par les Occidentaux n'est pas facile. De plus, la constitution de cette coalition contre le terrorisme, un terme qui comprend, selon certains de ses membres, des groupes chiites et kurdes, rend difficile une convergence effective de ce regroupement avec les Occidentaux, la Russie et l'Iran.

Mais il est évident que, pour battre Daech, une grande entente est nécessaire, basée sur un équilibre équitable et raisonnable entre les intérêts de tous les acteurs locaux, régionaux et extrarégionaux, avec des structures fédérales et des garanties là où il y a des pluralités à rendre compatibles et des minorités à sauvegarder. Et, même si une telle entente n'apparaît pas proche, tous les efforts possibles devraient être déployés pour la réaliser.

Le 3 mai 2016

